



Augmentez les salaires pour sortir de la crise

Alors que les différentes places financières mondiales semblent renouer avec la croissance (au 2^e trimestre 2009, les 4 principales banques américaines ont réalisé 11.75 milliards de dollars de bénéfices, en France la BNP a provisionné environ 1 milliard d'euros pour verser des bonus à ces cadres dirigeants), force est de constater que pour l'emploi, les salaires et l'investissement, la crise est toujours bien présente.

Après que des centaines de milliards d'euros et de dollars d'argent public aient été injectés dans le système économique et financier mondial, force est de constater que la spéculation financière est repartie de plus belle. Sans changement du système, il n'y aura pas de sortie de crise envisageable.

Malgré cette crise, les salaires restent une des premières préoccupations des ménages. Emplois et salaires ne s'opposent pas, bien au contraire, augmenter les salaires, c'est augmenter la consommation des ménages et la croissance et donc créer des emplois à terme.

Exigeons ensemble des négociations sur les salaires

Face à un patronat qui use et abuse d'une crise qu'il a provoquée par ces choix : la sortie de la crise ne passera que par une augmentation des salaires et un développement de l'emploi stable.

La crise c'est eux...

La crise, que nous subissons, est la conséquence directe d'un système économique basé sur la rentabilité du capital à court terme et la financiarisation de l'économie. Durant des années, les stratégies d'entreprises ont été dictées par un seul objectif : accroître la rentabilité de l'entreprise pour créer de la valeur pour l'actionnaire, servir des dividendes...

La stratégie de création de valeur pour l'actionnaire une réalité cachée, derrière de multiples facettes bien connues des salariés ;

■ **Stratégie de recentrage sur le cœur de métier**, avec son cortège d'externalisation et de sous-traitance, avec le développement du lean manufacturing ou lean management,

■ **Stratégie de réduction des coûts**, où chaque secteur de l'entreprise est géré comme

une entité indépendante. Avec des réductions des coûts qui dégradent les moyens mis à la disposition des salariés pour réaliser leur travail. Des réductions des coûts qui entraînent des sous-effectifs, des objectifs souvent inatteignables...,

■ **Stratégie cash ou cash flow**, visant à réduire l'endettement de l'entreprise et rechercher tous les moyens pour que l'entreprise dégage un maximum de liquidités...,

■ **Dans les entreprises sous traitantes et les PME**, la pression des donneurs d'ordres se répercute sur les salariés en matière de salaires, de dégradation des conditions de vie, de travail et d'emploi.

Patronat et gouvernement utilisent le social comme une variable d'ajustement

Déjà, avant la crise, les salariés et le social plus globalement, étaient utilisés comme une variable d'ajustement, pour maintenir ou accroître la rentabilité des entreprises et le versement des dividendes. La crise, et son utilisation dans de nombreuses filières, n'ont fait qu'aggraver cet état de fait.

En effet, de janvier à juin plus de 400 000 emplois ont été détruits en France (*Source Alternatives Economiques, septembre 2009*) dont 206 000 emplois dans les services aux entreprises et 149 000 dans l'industrie.

En France, on estime que plus d'un adulte actif sur huit est sans emploi, soit 5 millions d'individus.

En Europe, plus de 79 millions de citoyens vivent en dessous du seuil de pauvreté (*Source Eurostats*).

La fiscalisation des indemnités journalières liées aux accidents du travail : c'est taxer les victimes d'un travail qui use, stress, fatigue ou tue pour maintenir et enrichir une partie de la population toujours plus favorisée.

720 000 accidents du travail avec arrêt par an, **46 436 accidents avec incapacité permanente**, 37 millions de journées d'indemnisation, 700 morts, 4 500 mutilés. Des victimes mal indemnisées qui perçoivent 80% puis 60% seulement d'un salaire journalier assez faible.

De l'autre côté, le gouvernement maintient plus de 470 niches fiscales qui représentent un manque à gagner de 70 milliards d'euros pour le budget de l'Etat

Dans la métallurgie,

- Sur un an, plus de 86 000 emplois d'intérimaires ont disparu dans la branche ;
- Sur les 5 derniers trimestres plus de 80 000 salariés sont allés s'inscrire au pôle emploi suite à un licenciement.

Restructurer à moindres coûts

Pour le patronat et le gouvernement la crise est une opportunité pour accroître la pression sur les salariés : « **avec la crise, nous pourrions faire des choses que nous n'aurions jamais pu faire il y a quelques années** » (...) « **réduction du temps de travail** » « **augmenter encore la flexibilité** » (...) « **baisse des salaires** », auparavant « **impossible** » déclarait le PDG de Renault dans un article du Financial Times.

L'introduction de l'imposition des indemnités perçues suite à un accident du travail, étant une autre illustration (voir encadré ci-contre).

A force de restructurer, l'industrie française ne répond plus au besoin de la population.

Au niveau de la production industrielle en France, on assiste à un véritable décrochage. En effet, la France est obligée d'importer pour répondre à la demande intérieure, pour preuve la France est devenue un pays importateur d'automobiles. **Le déficit commercial français était de 55 milliards d'euros en 2008 et devrait avoisiner les 47 milliards en 2009.**

D'autres choix sont nécessaires

La sortie de crise passe par l'emploi et les salaires

« Les questions du niveau d'augmentation des salaires, de la reconnaissance des qualifications, sont bien la réponse sociale pour sortir de la crise. Nous devons exiger l'ouverture de Négociations Annuelles Obligatoires (NAO), sans attendre la convocation de la direction »

La consommation des ménages en France représente plus de 50% du PIB (de la richesse produite en France).

Pour sortir de la crise et de la récession économique, il n'y a qu'en augmentant les salaires que l'on pourra retrouver la croissance. Augmenter les salaires, c'est donner des moyens pour alimenter la consommation des ménages qui est le moteur de l'économie française.



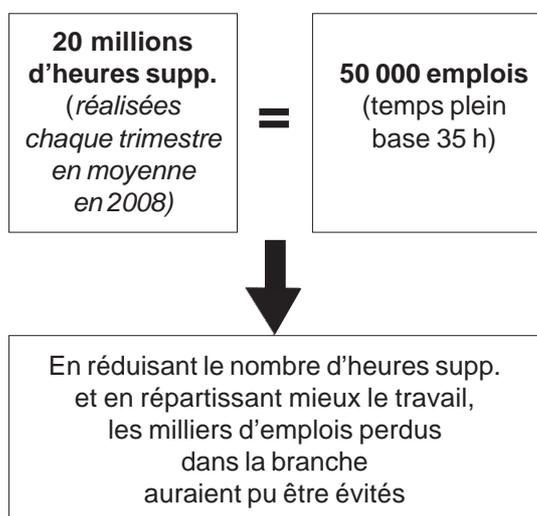
L'austérité et la rigueur salariale ne résoudre rien, au contraire !

A en croire patronat et gouvernement, il faudrait « geler ou réduire les salaires pour aider les entreprises à sortir de la crise ».

Or, réduire les salaires c'est diminuer le pouvoir d'achat des ménages, et par conséquent, brider le moteur de l'économie française... Une baisse générale des salaires conduirait à une spirale à la baisse du pouvoir d'achat, qui se traduirait par un coup d'arrêt encore plus fort de la croissance et de plus importantes destructions d'emplois.

Les moyens existent, les entreprises bénéficient de beaucoup de cadeaux et la France dispose d'atouts ...

Dans l'industrie de la métallurgie en France :



En 2008 en France, **les entreprises industrielles et de services** (hormis les institutions financières banques, assurances, mutuelles) **ont disposé de 748 milliards d'euros de ressources** (cela représente deux fois le budget de l'Etat).

Ces entreprises ont distribué à leurs propriétaires, principalement sous **la forme de dividendes une somme de 242 milliards d'euros**. En comparaison, elles ont investi 212 milliards d'euros dans les moyens de production.

Ces sociétés ont aussi versé **109 milliards d'euros au titre de l'intérêt de leurs emprunts**.

Des sommes considérables pour les entreprises et les ménages les plus riches

Baisse du financement de la protection sociale au détriment des ménages	9,3 milliards d'euros au profit des entreprises
Bouclier fiscal	650 millions d'euros pour les ménages les plus aisés
Rémunération du capital (intérêts payés aux banques et dividendes)	359 milliards en 2008
Prêt aux banques	360 milliards d'euros
Exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises	30 milliards d'euros en 2008
Suppression de la Taxe Professionnelle	10 milliards d'euros par an au profit des entreprises. Pour PSA, cela représente environ 100 euros de moins par véhicule produit en France

Les coûts cachés des délocalisations et la contrainte environnementale

Les entreprises exercent une pression forte sur les salariés, pour tenter de justifier les délocalisations, les transferts d'activités ou leurs refus d'investir dans des technologies ou productions nouvelles ou innovantes.

Cependant saviez-vous :

- Qu'en France la durée moyenne du travail pour un salarié à temps plein est supérieure à 41 heures ? (Source INSEE)
- Que la part sociale dans une voiture représente à peine 9% du coût total pour un constructeur ?
- Que les coûts de transports et les délais de livraison ne sont pas souvent pris en compte dans les comparatifs de coûts ?
- Que les entreprises n'intègrent pas dans leurs comparatifs de coûts, les différentes aides publiques qu'elles perçoivent quand elles s'implantent dans un nouveau pays ?



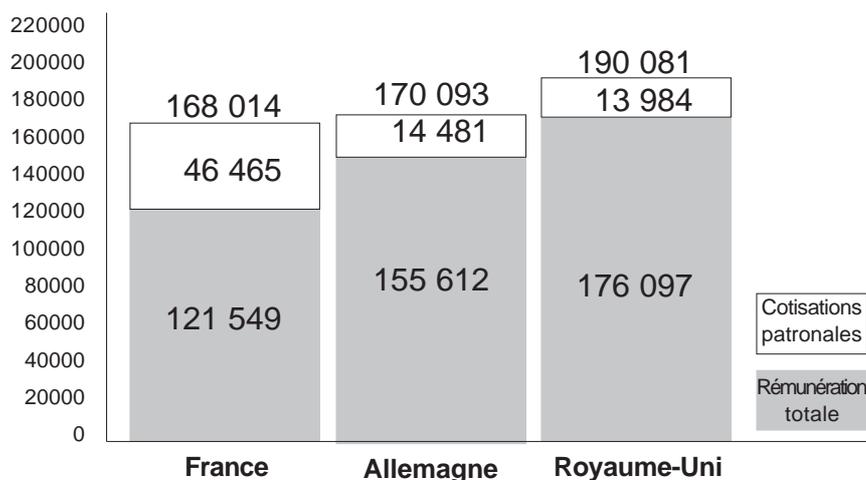
A l'heure des discours sur l'environnement, les émissions de CO² et la sauvegarde de la planète, est-ce logique de produire à des milliers de kilomètres pour rapatrier ensuite les productions ? Ou encore pour répondre aux exigences d'une organisation du travail totalement rigide (lean manufacturing ou lean management par exemple) de mettre des milliers de camions sur les routes ?

Augmenter les salaires, c'est accroître les risques de délocalisation : Faux !

Selon l'Agence France pour Investissements Internationaux (AFII), la France est le pays d'Europe où la main d'œuvre est la plus productive.

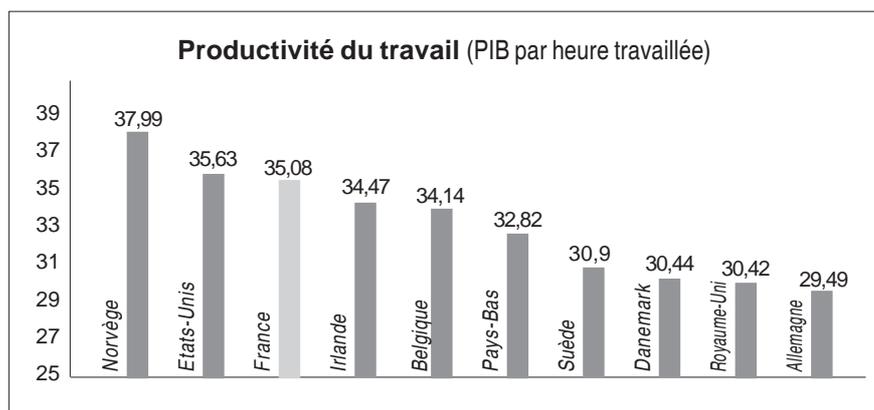
- Une des meilleures productivité horaire au monde (2 ou 3^{ème})
- Forte attractivité du territoire 2 ou 3^{ème} terre d'accueil des Investissements Directs Etrangés (IDE)
- Un temps de travail moyen supérieur à 40h hebdomadaire...

Comparaison du coût de l'emploi pour un cadre supérieur (en euros/an)



Source : Mercer Human Resources Consulting, Avril 2007

Toujours selon l'AFII : le « coût » de l'emploi qualifié est très compétitif en France :



Une autre répartition des richesses pour augmenter les salaires et relancer la croissance c'est possible !

La FTM-CGT propose :

- L'ouverture immédiate des négociations salariales dans toutes les entreprises de la métallurgie.
- Un SMIC à 1 600 euros pour un salarié sans diplôme, sans qualification reconnue et sans expérience ;
- 10% d'augmentation générale des salaires pour prendre en compte l'inflation, les gains de productivité et le partage des richesses ;
- Une grille de salaire et de qualification de l'ouvrier au cadre, garantissant un réel déroulement de carrière ;
- Un doublement du salaire et de la qualification sur toute la carrière professionnelle ;
- Une véritable reconnaissance des diplômes et de l'expérience professionnelle ;
- Une égalité de traitement professionnel entre les femmes et les hommes.